



Études de cas portant sur des pays touchés par la crise économique

On a vu dans la première section du présent rapport que la faim avait progressé au cours de la décennie écoulée, et ce dès avant la crise alimentaire de 2006-08 et la crise économique en cours. On y décrivait ensuite la nature de la crise économique et la façon dont elle se transmet aux pays en développement, son impact sur la sous-alimentation, et les mécanismes auxquels recourent les pauvres pour faire face à cette situation. Dans la présente section, nous présentons des études de cas montrant les effets de la crise économique sur cinq pays et sur leurs populations pauvres. Deux de ces cinq pays (Bangladesh et Nicaragua) sont classés par le FMI dans la catégorie des pays à risque moyen d'exposition à la crise, alors que les trois autres (Arménie, Ghana et Zambie)

appartiennent à la catégorie de ceux pour qui ce risque est élevé.

Selon leur situation spécifique, les pauvres mettent en œuvre divers mécanismes pour s'adapter à la crise (tableau 3). L'importance relative des envois de fonds des travailleurs émigrés, les IED et l'APD varient d'un pays à l'autre (figure 19). La part des transferts de fonds (figure 20) et du commerce n'a cessé de croître au cours de la décennie écoulée (figure 21), bien qu'en Arménie le commerce des biens et services ait diminué par rapport au PIB durant les 15 dernières années²⁶. L'Analyse de la base de données des prix de la FAO montre que la crise alimentaire mondiale a entraîné dans tous ces pays une augmentation des prix des denrées alimentaires de base (figure 22).

TABLEAU 3

Relais de la crise (flux financiers), mesures gouvernementales et stratégies d'adaptation des ménages dans cinq pays touchés par la crise économique

	Arménie	Bangladesh	Ghana	Nicaragua	Zambie
Relais	Envos de fonds	Envos de fonds, IED, APD	Envos de fonds, commerce, IED, APD	Envos de fonds, IED, APD	Envos de fonds, commerce, IED, APD
Mesures gouvernementales	Travaux d'infrastructure, subventions aux petites et moyennes entreprises, création de deux zones franches, construction de logements à des prix abordables, augmentation du salaire minimum	Renforcement des programmes de distribution alimentaire préexistants, allégements fiscaux, subventions	Programme ciblé de transferts de fonds (LEAP), système national d'assurance maladie, allocation d'études, alimentation scolaire, programme national d'emploi des jeunes	Alimentation scolaire, filets de sécurité productifs, magasins pratiquant des prix équitables	Accroissement des dépenses dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture
Stratégies d'adaptation des ménages: nouvelles sources de revenus	Création de petites entreprises	Travail occasionnel	Migration, diversification des cultures, travail occasionnel	Émigration, petit commerce, collecte de combustible ligneux	Retour à l'agriculture, petit commerce, vol, prostitution
Stratégies d'adaptation des ménages: lissage de la consommation	Ventes de bétail, endettement	Endettement	Ventes de bétail	Ventes de bétail, endettement	Soutien de la famille élargie, ventes de bétail
Stratégies d'adaptation des ménages: modification de la structure des dépenses	Modification du régime alimentaire (les pommes de terre remplacent le blé), moindre recours aux services de santé	Repas moins nombreux, consommation d'aliments de qualité inférieure, réduction des dépenses de santé	Modification du régime alimentaire (maintien de la consommation des produits alimentaires de base, mais réduction de celle d'autres aliments), abandon de l'enseignement privé pour l'enseignement public, réduction des dépenses de santé	Modification du régime alimentaire	Repas moins nombreux, consommation d'aliments de qualité inférieure, réduction des dépenses de santé et d'éducation

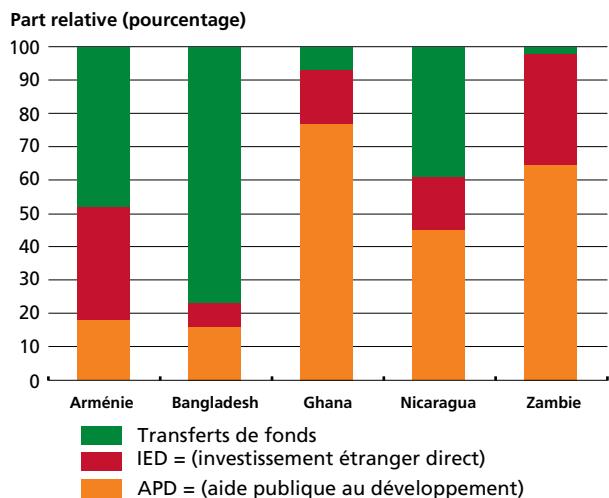
Notes: Les éléments mentionnés pour chaque pays au titre des relais de la crise sont ceux que le FMI estime être les principaux facteurs pour lesquels le pays considéré est exposé à un risque élevé ou moyen de choc déleterie. IED = investissement étranger direct. APD = aide publique au développement.

Source: FAO.

Études de cas portant sur des pays touchés par la crise économique

FIGURE 19

La vulnérabilité des pays dépend du type de choc: importance relative de l'APD, de l'IED et des transferts de fonds

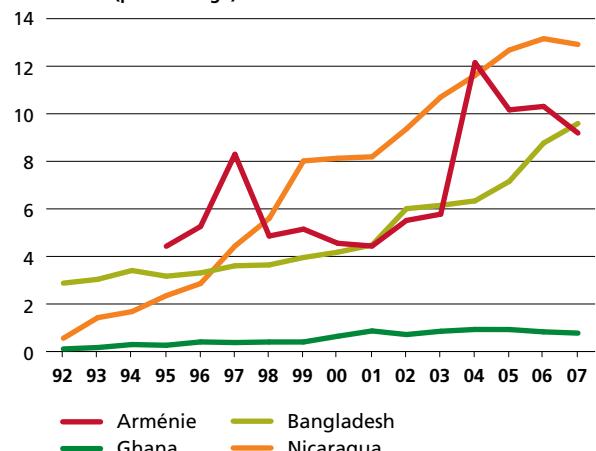


Source: Banque mondiale.

FIGURE 20

L'importance des transferts de fonds a augmenté

Part du PIB (pourcentage)

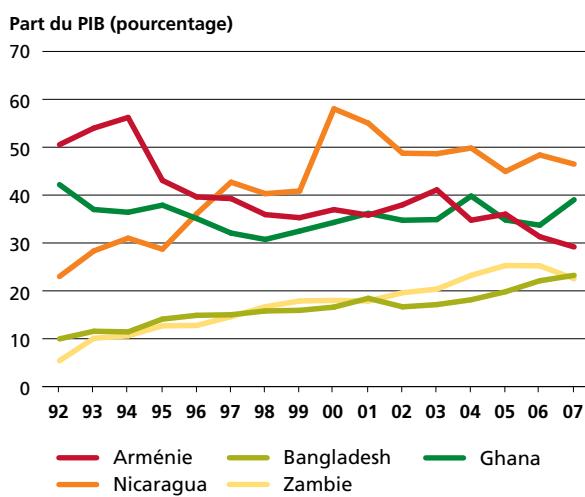


Note: PIB = produit intérieur brut.

Source: Banque mondiale.

FIGURE 21

Évolution de l'importance du commerce: moyenne des importations et des exportations en part du PIB

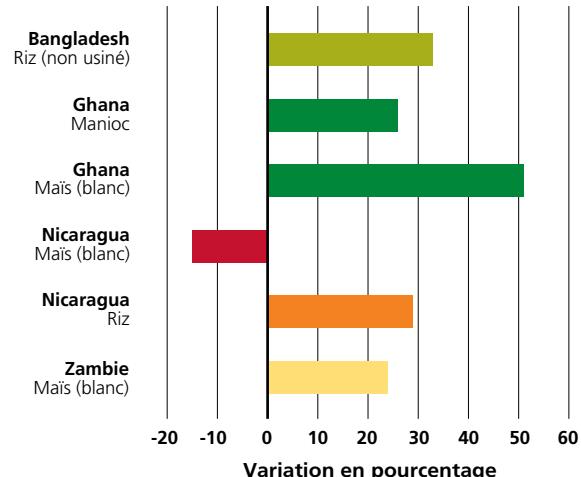


Note: PIB = produit intérieur brut.

Source: Banque mondiale.

FIGURE 22

Flambée des prix des produits alimentaires de base: augmentation des prix en termes réels de 2007 à 2008



Sources: FAO et Ministère de l'alimentation et de l'agriculture du Ghana.



Arménie

Situé dans le sud du Caucase, l'Arménie est un pays montagneux comptant 3,2 millions d'habitants, dont 64 pour cent vivent en milieu urbain. En dépit de nombreuses difficultés, le pays a réussi son passage à l'économie de marché au cours de la dernière décennie, réalisant des taux de croissance à deux chiffres entre 2000 et 2007. Le blé, principale denrée alimentaire, représente environ 48 pour cent de l'apport énergétique total.

Impact au niveau macroéconomique

Selon le FMI, la Communauté des États indépendants (organisation régionale composée des ex-républiques soviétiques), dont l'Arménie fait partie, sera plus touchée par la crise économique que toute autre région²⁷. Durant les deux premiers mois de 2009, le PIB de l'Arménie a reculé de 3,7 pour cent par rapport à la période correspondante de 2008, conduisant le FMI et la Banque mondiale à réviser à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2009, soit de moins 5 et moins 8 pour cent, respectivement; cette situation contraste avec le taux annuel moyen de croissance de 12,6 pour cent enregistré de 2000 à 2007. Au début de mars 2009, la monnaie arménienne (le dram) s'est fortement dépréciée, perdant jusqu'à 18 pour cent de sa valeur en un seul jour. Une telle dépréciation a pour conséquence une importante inflation.

L'économie de l'Arménie est largement dépendante du commerce avec les marchés européen et russe, et ses principaux partenaires commerciaux ont été durement touchés par la crise. Le ralentissement de l'activité dans la Fédération de Russie et en Arménie même, a eu des répercussions particulièrement marquées dans le secteur de la construction, qui a joué un rôle clé dans la récente croissance économique du pays. L'industrie extractive a aussi beaucoup souffert de la chute des cours mondiaux du cuivre et du molybdène, de même que l'industrie chimique, par suite du ralentissement de la demande mondiale de produits chimiques.

La Fédération de Russie n'est pas seulement l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Arménie, c'est aussi la source de la majeure partie des envois de fonds des travailleurs migrants, saisonniers ou de longue durée. Plus de 80 pour cent des migrants arméniens travaillent dans la Fédération de Russie, et en 2007 leurs envois de fonds ont représenté environ 9 pour cent du PIB, soit nettement plus

qu'au milieu des années 90 (figure 20). Du fait de ces facteurs, le FMI classe l'Arménie parmi les pays très vulnérables à une baisse des envois de fonds. De plus, le fléchissement des envois de fonds sera probablement prolongé, les envois de fonds officiels ayant chuté d'environ 35 pour cent en février 2009 par rapport à un an plus tôt. Selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les départs vers la Fédération de Russie et les autres membres de la Communauté des États indépendants avaient reculé de 25 pour cent en mars 2009 par rapport à l'année précédente²⁸. L'investissement étranger direct, qui est une autre importante source de capitaux extérieurs (figure 19), devrait aussi diminuer en raison du fort ralentissement observé dans la Fédération de Russie (principal pays fournisseur).

La croissance économique avait entraîné une réduction notable de la pauvreté en Arménie, mais une baisse du niveau des revenus pourrait replonger de nombreux Arméniens dans la pauvreté, annulant ainsi les progrès accomplis au cours des dernières années. Selon les estimations de la Banque mondiale, la crise actuelle pourrait faire descendre 172 000 personnes supplémentaires au-dessous du seuil de pauvreté en 2009-10, portant ainsi le nombre total des personnes pauvres à 906 000, dont 297 000 seront extrêmement pauvres²⁹.

Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

La plupart des ménages arméniens dépendent du marché pour satisfaire leurs besoins de consommation, de sorte que la crise a un impact sur l'aptitude des ménages à se procurer une nourriture suffisante et à satisfaire leurs autres besoins essentiels dans des domaines tels que le chauffage, la santé et l'éducation. Nombre de ménages ont déjà commencé à remplacer les produits à base de blé par les pommes de terre, moins chères, et réduit leur consommation de viande et de produits laitiers par mesure d'économie. À long terme, cela pourrait avoir pour conséquence un risque plus élevé de carences en micronutriments. Conjuguée à l'exposition accrue aux maladies (par suite du moindre recours aux services de santé et du manque d'argent pour se chauffer pendant les mois froids de l'hiver), la crise pourrait conduire à une augmentation de la malnutrition et de la mortalité infantile, si la tendance négative se poursuivait et si les

efforts faits par les gouvernements et la communauté internationale n'étaient pas couronnés de succès.

Les ménages les plus touchés par le choc sont ceux qui dépendent des envois de fonds des travailleurs migrants saisonniers ou de longue durée, ou des revenus salariaux dans les secteurs de la construction ou de la production (en particulier les industries extractive et chimique). Les ménages qui dépendent de l'agriculture, du commerce ou des transferts sociaux seront toutefois aussi touchés indirectement.

D'après les statistiques nationales, un cinquième des ménages environ comptaient un migrant âgé de 15 ans ou plus en 2007³⁰. Les deux tiers des migrants ont pour destination des pays étrangers, principalement la Fédération de Russie, où ils travaillent en grande majorité dans le secteur de la construction, qui a connu jusqu'à l'arrivée de la crise économique un grand essor au cours des dernières années. Les envois de fonds des travailleurs émigrés, ajoutés aux substantiels transferts d'argent de l'importante diaspora arménienne, constituaient avant la crise une part notable des revenus des ménages (9,2 pour cent en 2007). Même pour le quintile le plus pauvre, les envois de fonds représentent encore jusqu'à 7,1 pour cent du revenu. Les ménages qui dépendent des envois de fonds des migrants saisonniers ont déjà enregistré une forte baisse de leurs revenus, car de nombreux migrants saisonniers n'ont pas encore été payés pour la saison de 2008. Les migrants qui résident de façon permanente à l'étranger éprouvent de plus en plus de difficultés à envoyer de l'argent à leur famille et à leurs amis en Arménie. Les ménages s'en sortent actuellement en recourant davantage au crédit pour leurs achats, ce qui, en raison des sombres perspectives de la saison de migration de 2009, pourrait avoir pour conséquence un grave endettement des ménages.

En 2007, le secteur de la construction représentait en Arménie le quart du PIB et était un facteur clé du dynamisme économique. Les ouvriers de la construction sont confrontés à la réduction des activités de ce secteur en Arménie et de la concurrence de dizaines de milliers d'ouvriers qui rentrent de la Fédération de Russie. Les travailleurs des industries extractive et chimique sont un peu mieux protégés par les interventions de l'État, mais ils ont eux-mêmes déjà été contraints de prendre des congés payés à des salaires inférieurs et craignent de perdre leur emploi à brève échéance.

Les petits agriculteurs et éleveurs vivant à plus haute altitude, qui combinent souvent l'agriculture de subsistance et le travail migrant saisonnier dans la Fédération de Russie, sont particulièrement vulnérables à la récession. Ils se tirent d'affaire en vendant leurs rares biens de production, notamment le bétail, ce qui entravera leur capacité à participer à la future reprise.

De nombreux petits commerces de l'Arménie rurale sont confrontés au problème des ménages toujours plus nombreux qui sont forcés d'acheter à crédit leur nourriture et

autres produits de première nécessité. Les commerçants n'ignorent pas que beaucoup de leurs clients ne seront jamais capables de rembourser leurs dettes, et certains ont décidé de ne plus faire de crédit, ce qui limite encore davantage les stratégies dont disposent les ménages pour atténuer leurs difficultés.

En dépit de l'importance de l'éducation, les ménages peuvent être contraints de réduire leurs dépenses d'éducation. L'enseignement supérieur sera le plus touché, car les parents n'auront plus les moyens de payer les frais de scolarité et les frais de location de chambres d'étudiants.

■ Mesures prises

On constate généralement que le système de protection sociale de l'État a contribué à la réduction de la pauvreté en Arménie. Les transferts sociaux tels que les pensions de retraite et les allocations familiales ont représenté 18 pour cent du revenu total des ménages du quintile inférieur en 2007. Les ménages bénéficiaires de ces transferts sont un peu mieux protégés des effets de la crise mondiale car les pensions et les allocations familiales ont augmenté entre 2008 et 2009. Ces ménages sont néanmoins touchés par la hausse des prix découlant de la dépréciation de la monnaie. Malheureusement, un tiers environ des ménages les plus pauvres n'ont pas bénéficié de transferts sociaux en 2007. De plus, la crise aura pour effet d'augmenter le nombre des personnes qui auront besoin d'une aide, ce qui accroîtra encore les difficultés du budget de l'État déjà grevé par les pertes de recettes fiscales imputables à la récession économique générale.

Les ménages comptant des employés du secteur public ont bénéficié d'une augmentation de 50 pour cent du salaire mensuel minimum officiel. Depuis la dépréciation du dram, toutefois, le nouveau minimum mensuel est inférieur à 90 USD, ce qui signifie qu'un ménage de trois personnes ou plus dans lequel il n'y a qu'un seul revenu dispose de moins d'un dollar par jour par personne. Les membres de ce groupe sont souvent appelés «travailleurs pauvres».

En avril 2009, la gouvernement a annoncé un plan d'action anticrise visant à promouvoir la croissance économique par la réalisation de projets panarméniens déjà prévus, notamment la construction d'une centrale nucléaire et d'une ligne de chemin de fer reliant l'Iran et l'Arménie ainsi que la création d'une banque panarménienne. De plus, le gouvernement a l'intention de soutenir des entreprises nouvelles ou existantes au moyen de subventions et de promouvoir le développement de petites et moyennes entreprises par la création de deux zones franches. Dans le secteur social, les priorités comprennent la réalisation complète et aux dates prévues des engagements pris dans ce secteur, une forte augmentation du niveau d'activité des travaux publics, et l'offre de logements à des prix abordables. Toutefois, ces projets ne pourront être menés à bien qu'avec un soutien financier extérieur.



Bangladesh

Le Bangladesh a une population de plus de 150 millions d'habitants concentrée sur un territoire de 144 000 kilomètres carrés. Cette population est composée de plus de 40 pour cent d'enfants et les trois quarts des habitants vivent en milieu rural. Le pays est situé sur le plus grand delta du monde formé par les fleuves Gange, Brahmapoutre et Meghna, ce qui le rend extrêmement vulnérable aux inondations et aux cyclones. Le riz, qui représente plus de 70 pour cent de l'apport énergétique, est de loin la première denrée alimentaire.

Au cours de la décennie passée, le Bangladesh a accompli des progrès impressionnantes vers la réalisation de certains OMD, dans les domaines économique et social, en dépit de catastrophes naturelles et de chocs exogènes répétés. Entre 2003 et 2008, la croissance moyenne du PIB a dépassé les 6 pour cent. Le pays a atteint bien avant la date prévue les OMD relatifs à l'élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation (ODM 3) et à l'enseignement primaire pour tous (ODM 2). Bien que la pauvreté ait reculé, tombant de 57 pour cent de la population en 1990 à 40 pour cent en 2005, l'éradication de la pauvreté et de la faim (ODM 1) demeure problématique. Récemment, la crise alimentaire et énergétique mondiale et le cyclone Sidr de 2007 ont encore porté un coup à la capacité du pays à atteindre l'ODM 1³¹. Une enquête nationale conduite par le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le gouvernement en novembre-décembre 2008 visant à déterminer l'impact de la hausse des prix alimentaires sur la population a révélé qu'une personne sur quatre était sérieusement touchée par l'insécurité alimentaire et que la malnutrition grave (dépérissage, retard de croissance et insuffisance pondérale) était en forte augmentation par rapport à 2005. La crise économique mondiale pourrait encore aggraver la situation.

Impact au niveau macroéconomique

Au cours des 15 dernières années, l'économie s'est de plus en plus ouverte au marché mondial, pour ce qui est à la fois des transferts de fonds et des termes de l'échange du commerce des biens et services (voir figures 20 et 21). Le Bangladesh est fortement dépendant des revenus des travailleurs émigrés dans les États du golfe Persique et dans d'autres pays, de sorte que le FMI estime qu'il est très vulnérable à une baisse des envois de fonds. En fait, le Bangladesh est le cinquième bénéficiaire mondial de transferts de fonds, et ceux-ci sont beaucoup plus importants

que les IED ou l'APD (figure 19). Le prêt-à-porter est le principal produit d'exportation, représentant près de 80 pour cent du total. Près de la moitié des exportations se dirigent vers l'Union européenne et 25 pour cent vers les États-Unis d'Amérique, ce qui rend le Bangladesh vulnérable à la récession dans ces parties du monde. Les exportations agricoles, qui se composent de crevettes, de jute et de thé, sont aussi importantes.

Le volume du commerce, qui avait augmenté les années précédentes, a diminué au deuxième semestre de 2008. Un nouveau recul de 7 pour cent par rapport à janvier 2008 a été observé en janvier 2009. Les exportations d'articles de prêt-à-porter diminuent (comme en témoigne la diminution du nombre des déclarations d'utilisation). Les exportations de poisson à destination de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique ont baissé de 16 pour cent entre juillet-décembre 2007 et juillet-décembre 2008. Celles de jute vers l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ont subi au cours de la même période une diminution comparable, qui s'est poursuivie entre janvier 2008 et janvier 2009 (moins 20 pour cent). Le nombre des travailleurs émigrés a baissé de 40 pour cent de janvier-mars 2008 à janvier-mars 2009. L'annulation en mars 2009 de 55 000 visas de travail en Malaisie s'ajoute aux préoccupations que suscite le nombre croissant des personnes expulsées, qui a pratiquement doublé, passant de 4 800 en janvier 2009 à 8 000 en février 2009.

Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

La récente diminution des exportations, des envois de fonds et des revenus survient dans le sillage de la crise alimentaire mondiale et du cyclone Sidr (novembre 2007), mettant encore à l'épreuve la résistance de la population. En janvier 2008, le prix intérieur du riz avait augmenté (en valeur réelle) de 53 pour cent par rapport à janvier 2007, et en juillet 2008, il était encore supérieur de 45 pour cent à son niveau d'un an plus tôt. En 2008, le prix réel du riz a dépassé en moyenne de 33 pour cent celui de 2007 (figure 22). De telles augmentations ont constitué un véritable choc pour les revenus réels des pauvres qui consacrent souvent 40 pour cent de leurs revenus aux achats de riz en période normale. L'analyse des chiffres provenant d'enquêtes sur les ménages, fournis par la base de données de la FAO sur les activités rurales génératrices de revenus, indiquent que ce sont les plus pauvres des pauvres (les ruraux sans terre dépendant de

revenus salariaux) qui ont été le plus touchés par la crise. En conséquence, après une décennie de progrès, un nombre important de ménages étaient retombés dans la pauvreté même avant la crise économique mondiale. Comme il ressort de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*, les ménages dirigés par une femme ont été frappés de façon disproportionnée par les hausses des prix alimentaires.

En moyenne, les ménages dépensaient 62 pour cent de leurs revenus pour la nourriture à la fin de 2008, contre 52 pour cent en 2005. Cette augmentation de la part de l'alimentation dans le budget des ménages a contraint ceux-ci à réduire leurs dépenses de santé et d'éducation. D'autres stratégies ont consisté à prendre des repas moins nombreux, à modifier le régime alimentaire, à diversifier les moyens de subsistance et les sources de revenus et à recourir à l'endettement. Le souci de diversifier les revenus pourrait conduire les enfants à travailler ou les mères à consacrer une part accrue de leur temps à des activités génératrices de revenus, au détriment du soin des enfants. Un cinquième des ménages a déclaré dépenser moins pour la santé et un tiers s'est endetté davantage auprès des institutions financières.

Des entretiens avec des groupes témoins ont révélé que la dégradation de la situation macroéconomique avait eu pour conséquence des pertes d'emplois et la progression du travail à la journée. Le montant et la fréquence des envois de fonds ont diminué par suite des suppressions d'emplois à l'étranger, de la dépréciation de la livre sterling (une grande partie des transferts de fonds au Bangladesh proviennent du Royaume-Uni) et de l'alourdissement des dépenses effectuées par les travailleurs émigrés dans les pays d'accueil. Une importante diminution touchant à la fois la production et les prix a conduit à une baisse des taux de salaire de la main-d'œuvre non qualifiée dans l'industrie du poisson/crevettes et dans les ateliers de prêt-à-porter.



Ghana

Situé en Afrique de l'Ouest, le Ghana est un pays de 24 millions d'habitants qui a accompli d'importants progrès dans la réduction de la pauvreté et de la faim. Le régime alimentaire y est relativement varié, le manioc représentant 24 pour cent de l'apport énergétique total et le maïs 13 pour cent. La proportion des personnes vivant au-dessous du seuil national de pauvreté est tombée de 52 pour cent en 1991-92 à 29 pour cent en 2005-06. Ces bons résultats sont cependant menacés, car la petite économie ouverte du Ghana est vulnérable aux chocs exogènes relayés par les IED, le commerce, l'APD et les transferts de fonds. Pour chacune de

■ Mesures prises

Le fait que, selon des études récentes, les dépenses des ménages pour plusieurs éléments de première nécessité demeurent inférieures à ce qu'elles étaient avant les crises alimentaire et économique, suscite de graves préoccupations concernant les soins de santé, les apports alimentaires, l'éducation et l'endettement, ainsi que l'effet à long terme de ces facteurs sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les entretiens avec des groupes témoins ont révélé une vision pessimiste de l'avenir: les participants estimaient généralement qu'il faudrait au moins un ou deux ans pour que les ménages retrouvent le niveau de revenu dont ils disposaient immédiatement avant la crise économique mondiale, quelques groupes témoins indiquant même que cela pourrait prendre entre trois et cinq ans. Un tel pessimisme s'explique probablement par les chocs répétés (la crise alimentaire et énergétique, le cyclone Sidr et la crise économique mondiale) qui ont marqué les deux ou trois dernières années.

La banque centrale a réagi aux chocs des dernières années en facilitant le crédit des banques aux entreprises. Elle a aussi procédé au retrait de ses placements dans les banques étrangères considérées comme à risque. L'État a renforcé les programmes existants de distribution de nourriture afin de fournir du riz subventionné à tous les travailleurs du secteur du prêt-à-porter et prévoit une augmentation des dépenses à court terme destinées aux mesures de sauvetage, notamment des allégements fiscaux et des subventions en faveur des personnes vulnérables. Il est toutefois à craindre que l'augmentation des dépenses publiques attise l'inflation.

ces composantes des flux financiers, le FMI estime que la vulnérabilité du Ghana est moyenne, mais du fait que le pays est vulnérable à plusieurs types différents de chocs, il considère que globalement le Ghana est très vulnérable à la crise. Pour ce qui est du Ghana, l'APD est beaucoup plus importante que les IED ou que les envois de fonds (figure 19).

■ Impact au niveau macroéconomique

Entre le début de mai 2008 et le début de mai 2009, la monnaie du Ghana a perdu environ 30 pour cent de sa

valeur par rapport au dollar EU. Bien qu'une dépréciation monétaire puisse faciliter l'adaptation d'un pays à des chocs macroéconomiques, elle a aussi pour effet d'augmenter les prix à l'importation des produits alimentaires et énergétiques, et des engrais, ainsi que d'alourdir le service de la dette extérieure, gavant ainsi le budget de l'État et freinant la croissance économique.

Le Ghana est confronté à une réduction des apports de capitaux étrangers et à la hausse des taux d'intérêt, ce qui rend plus difficile le financement des déficits de la balance des paiements courants et du budget. En janvier-février 2009, les exportations de bois avaient diminué de 27 pour cent et les envois de fonds de 16 pour cent par rapport aux mois correspondants de l'année précédente. Les exportations de produits horticoles et d'amandes de karité (matière première du beurre de karité, utilisé dans l'industrie des cosmétiques) ont aussi reculé. L'impact sera probablement plus accentué en cours d'année en raison des délais de transmission de la crise à partir des pays développés.

■ Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

La baisse des cours de certaines denrées agricoles, le fléchissement des envois de fonds et l'accélération de l'inflation, notamment celle des prix alimentaires, ont réduit le pouvoir d'achat des ménages. Par chance, les cours du principal produit d'exportation du Ghana, le cacao, se sont maintenus à un niveau relativement élevé, atténuant le choc pour les 1,6 million de producteurs de cacao.

Actuellement, le groupe le plus touché semble être celui des cueilleurs de noix de karité. La cueillette des noix de karité est une source de revenus essentielle pour les femmes de la savane, zone la plus pauvre et la plus exposée à la faim du pays, pendant la période de soudure, les protégeant de l'insécurité alimentaire saisonnière. Les entretiens avec des groupes témoins composés de petites agricultrices du nord ont révélé que le tiers de leurs revenus provenait du karité dans cette région. La baisse des volumes de production et des cours de l'amande de karité fait que les femmes dépensent une plus grande part de leurs revenus pour la nourriture, au détriment de la santé et de l'éducation.

Les moyens de subsistance des travailleurs non qualifiés sont touchés par la réduction des volumes de production dans des secteurs tels que celui du bois. Du fait de la diminution de leurs revenus, les travailleurs non qualifiés qui ont migré dans une autre partie du pays envoient moins d'argent à leurs familles et sont à la recherche d'autres possibilités d'emploi. Trois pour cent des ménages ghanéens tirent leurs revenus principalement d'emplois non qualifiés.

Comme c'est le cas dans de nombreux pays, la crise alimentaire mondiale a durement touché les ménages pauvres. Les prix du maïs blanc et du riz importé avaient augmenté en valeur réelle de 51 et 43 pour cent, respectivement, en 2008 par rapport à 2007, entamant

fortement le pouvoir d'achat des pauvres (figure 22). L'impact a été atténué dans une certaine mesure par la diversité du régime alimentaire ghanéen; par le fait que le manioc, qui n'est pas une denrée importante sur le marché mondial, représente environ le quart de l'apport énergétique total; et par la disponibilité de riz produit localement. Toutefois, les prix du manioc et du riz local ont augmenté de 26 et 33 pour cent, respectivement, entre 2007 et 2008. Bien que ces augmentations aient été moins fortes que celles du maïs blanc et du riz importé, elles ont néanmoins été importantes, et il est probable que la demande s'est reportée sur ces produits en raison du prix plus élevé des autres denrées alimentaires.

La cherté des produits alimentaires et énergétiques, conjuguée à la baisse des revenus, a pesé sur la consommation alimentaire et les moyens de subsistance. Les ménages urbains, en particulier à Accra, la capitale, sont confrontés au coût élevé des produits alimentaires et des services publics. La baisse des revenus est atténuée dans une certaine mesure par le système de protection sociale du Ghana, qui comprend notamment, une allocation d'études et un régime national d'assurance maladie. Certains ménages pourront donc dépenser plus pour se nourrir sans devoir renoncer aux services sociaux essentiels.

Les principaux mécanismes d'adaptation utilisés par les familles comprennent la réduction de la quantité et de la qualité des aliments consommés. Il y a aussi probablement un certain degré de substitution du manioc au maïs et au riz, car c'est généralement une source d'énergie moins coûteuse. Toutefois, en raison de sa faible teneur en protéines, le manioc est moins nutritif qu'une quantité équivalente de grains. Les travailleurs occasionnels migrent, les agriculteurs de subsistance diversifient leurs cultures en faveur de celles dont les prix demeurent intéressants, et les petits exploitants du nord vendent leur bétail et cherchent d'autres emplois, par exemple comme travailleurs occasionnels. Parfois, les parents retirent leurs enfants de l'école privée pour les mettre à l'école publique, accroissant ainsi la pression sur le budget de l'État.

■ Mesures prises

L'État dispose d'un vaste système de protection, comprenant un programme ciblé de transferts de fonds (Livelihood Empowerment Against Poverty – LEAP), un régime national d'assurance maladie, un programme d'allocation d'études et d'alimentation scolaire et un programme national d'emploi des jeunes. Au besoin, ces interventions pourraient être renforcées. Le gouvernement a aussi créé un groupe de travail sur la protection sociale, chargé de coordonner les interventions, afin de suivre les effets de la crise économique et d'y réagir.



Nicaragua

Le Nicaragua est un petit pays d'Amérique centrale dont le territoire se compose d'une plaine étendue partant de la côte Atlantique et s'élevant vers les montagnes de l'intérieur, au centre, et d'une plaine étroite et segmentée par des volcans sur la façade Pacifique. On y dénombre 5,6 millions d'habitants, dont 59 pour cent vivent en milieu urbain, la population se concentrant dans les basses terres de la côte Pacifique. Le maïs (21 pour cent de la ration énergétique totale) et le riz (16 pour cent) sont les principales sources d'énergie d'origine alimentaire. Le Nicaragua est un pays à bas revenus et à économie ouverte, qui ne dispose que d'une capacité limitée à absorber les chocs financiers.

■ Impact au niveau macroéconomique

La part des envois de fonds dans le PIB a triplé au cours des dix dernières années (figure 20). Le FMI considère le Nicaragua comme très vulnérable à une baisse des transferts de fonds, qui constituent la deuxième source de capitaux extérieurs du pays, derrière les exportations agricoles. En 2008, la banque centrale a estimé les transferts de fonds à 818 millions d'USD (non compris les envois de fonds non officiels)³². Ce chiffre représente quelque 13 pour cent du PIB, mais selon les prévisions il devrait tomber à 12 pour cent en 2009 par suite de la réduction des envois de fonds en provenance des États-Unis d'Amérique et des pays voisins, Costa Rica et El Salvador.

La part des exportations et des importations dans le PIB a aussi beaucoup augmenté au cours des trois dernières décennies (figure 21). L'économie du pays est fortement tributaire des États-Unis d'Amérique, non seulement pour les transferts de fonds mais aussi pour les IED et les exportations (en particulier dans le secteur des maquilas fabriquant des vêtements et des équipements automobiles, ainsi que dans ceux du café et des fruits de mer). Le ralentissement de l'économie aux États-Unis se répercute probablement sur l'emploi et la production des entreprises des États-Unis opérant au Nicaragua (une centaine au total). L'emploi devrait diminuer dans le secteur des maquilas (Les entreprises de ce secteur importent en franchise des marchandises, pour assemblage ou fabrication, qu'elles réexportent sous forme de produits finis, à destination du pays d'origine), en particulier dans le secteur des vêtements, en raison de la baisse de la demande des clients des États-Unis. On estime que les maquilas ont licencié 19 000 travailleurs au début de 2009, et l'emploi s'est également contracté dans le secteur de la construction.

En conséquence de ces tendances, il est prévisible que la balance commerciale se dégradera, et selon les prévisions la croissance du PIB reculera de 3 pour cent en 2008 à 1,5 pour cent en 2009. L'investissement étranger direct pourrait aussi fléchir légèrement (passant de 7,1 pour cent du PIB en 2008 à 6,1 pour cent en 2009), tandis que l'aide publique resterait à peu près inchangée (11 pour cent du PIB).

■ Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

Une enquête conduite en mars 2009 dans certaines régions parmi les groupes vulnérables de la population a confirmé les effets négatifs attendus sur l'économie, l'emploi, l'agriculture et les envois de fonds. Les ménages les plus touchés seront probablement ceux dont une part importante du revenu provient des envois de fonds ou de l'emploi dans des activités orientées vers l'exportation, ou encore de la vente de produits artisanaux. Les données de l'enquête sur les ménages fournies par la base de données de la FAO sur les activités rurales génératrices de revenus indiquent que les envois de fonds représentent une part comparable du revenu total des différents groupes de revenu (quintiles), bien que la part des envois de fonds du quintile le plus riche soit supérieure à celle du quintile le plus pauvre. À noter toutefois que même les envois de fonds, dont bénéficie directement le quintile le plus riche, peuvent profiter aux pauvres par leurs effets multiplicateurs, par exemple sur l'emploi dans le secteur du bâtiment.

Les ménages bénéficiaires d'envois de fonds ont déclaré que ceux-ci contribuaient à l'achat d'intrants agricoles, à l'investissement dans la terre et le bétail, au financement des dépenses d'éducation et à l'exécution de réparations et d'amélioration des bâtiments. Les participants à l'enquête ont confirmé que le montant des envois de fonds avait diminué par suite de la réduction de l'offre d'emplois à l'étranger.

Au Nicaragua, l'insécurité alimentaire des ménages est essentiellement un problème d'accès économique à la nourriture, bien que les disponibilités alimentaires puissent être en cause dans certaines zones rurales isolées et à certaines époques de l'année en raison de l'éloignement des marchés, du mauvais état des routes et de la carence des moyens de transport. L'enquête sur les ménages a constaté des changements dans le régime alimentaire, au détriment en particulier de la viande et des produits laitiers,

changements attribués à la hausse des prix. Les données fournies par le SMIAR de la FAO indiquent que la crise alimentaire mondiale n'a pas eu d'incidence importante sur les prix intérieurs du maïs et des galettes de maïs, alors que ceux du riz avaient subi en 2008 une hausse de 29 pour cent en valeur réelle par rapport à leur niveau de 2007. La réduction de l'accès économique à la nourriture a été aggravée par la baisse des revenus imputable à la diminution de l'offre d'emplois à l'étranger (entraînant un fléchissement des envois de fonds) et dans le pays (notamment dans l'agriculture, l'industrie extractive et les activités orientées vers l'exportation). La baisse des recettes de l'artisanat, consécutive à la réduction de la demande et à la hausse des prix des matières premières, a aussi contribué à l'insécurité alimentaire de certains groupes. Les dégâts causés par l'ouragan Felix et les inondations, à la fin de 2007 et au début de 2008, ont aussi joué un rôle dans la baisse des revenus et la hausse des prix alimentaires.

Les types de changements de régime signalés (au détriment de la viande et des produits laitiers) pourraient entraîner une augmentation des taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans (le retard de croissance touche déjà un enfant sur cinq) et aggraver les carences en énergie et en micronutriments au sein des autres groupes vulnérables tels que les femmes enceintes ou allaitantes, et les personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques. La contraction des dépenses de santé des ménages retardera le traitement des maladies ou le recours aux services de prévention, tels que la vaccination, ce qui aura des effets néfastes supplémentaires sur l'état nutritionnel des personnes vulnérables. La crise économique restreindra par ailleurs la capacité de l'État à développer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et à améliorer la qualité des soins de santé.

Le marasme économique local aura aussi pour conséquence la fermeture de petites entreprises et la réduction du crédit pratiqué par les commerçants locaux, ce qui restreindra encore l'accès à la nourriture pour les ménages. Ceux qui ne bénéficient pas d'envois de fonds et dont la solvabilité est douteuse seront particulièrement touchés.

Mis à part les changements de régime alimentaire, de nombreux ménages ont déclaré que, pour faire face à la crise, ils avaient l'intention d'émigrer davantage à la recherche de travail et de revenus supplémentaires, bien qu'ils aient été conscients de la réduction de l'offre d'emplois à l'étranger. Un retour à l'agriculture de subsistance (au lieu d'une agriculture de rapport) et l'exercice d'activités informelles, peu rémunératrices (petit commerce), ont également été mentionnés fréquemment comme mécanismes d'adaptation. Certains ménages adoptent aussi des stratégies négatives ou dommageables pour l'environnement, telles que l'accumulation des dettes, la vente de bétail et des biens domestiques et la collecte de combustible ligneux destiné à la vente. Selon la durée de la

crise, la réduction de l'investissement des ménages dans l'éducation des enfants pourrait nuire aux possibilités futures de subsistance et perpétuer le cycle intergénérationnel de la pauvreté, vu le lien étroit qui existe au Nicaragua entre le niveau d'éducation et le taux de pauvreté.

■ Mesures prises

L'amplification des mesures prises par le gouvernement et un certain nombre de donateurs et d'institutions des Nations Unies face à la crise alimentaire et énergétique antérieure pourraient contribuer à porter remède à la crise économique actuelle. Parmi ces mesures figurent le Programme intégral d'alimentation scolaire (soutenu par la Banque mondiale et le PAM), les Programmes de distribution de semences et de production vivrière (soutenus par la Banque mondiale et la FAO), et l'ouverture de magasins à prix modérés dans les zones urbaines pauvres.

Il est évident que la crise économique mondiale agravera la situation générale de pauvreté chronique, d'insécurité alimentaire et de malnutrition qui préexistait. Ces conditions sont elles-mêmes liées à des facteurs agroécologiques et socioéconomiques fondamentaux, dont les effets sont accentués par la grande vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles. En conséquence, les mesures destinées à répondre à la crise économique ne devraient pas seulement viser à en atténuer les effets immédiats sur des groupes spécifiques de la population (petits producteurs agricoles, ruraux pauvres sans terre, nouveaux chômeurs en milieu urbain et enfants des ménages pauvres) mais aussi continuer à agir sur les causes profondes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Il sera donc important d'améliorer les services (par exemple, santé, approvisionnement en eau, assainissement et éducation), l'infrastructure (par exemple, réseau routier et électrification), la productivité agricole et l'accès au crédit. Dans l'ignorance de la durée et de la profondeur exactes de la crise, des plans de gestion des risques et le suivi renforcé de l'évolution de la situation de l'économie, des finances et de la sécurité alimentaire sont également essentiels.



Zambie

Située en Afrique australe, la Zambie est un pays sans littoral, d'environ 12 millions d'habitants. Le taux de pauvreté globale du pays est tombé de 70 pour cent en 1996 à 64 pour cent en 2006. En dépit de ce progrès, la moitié de la population est encore considérée comme extrêmement pauvre, et 14 pour cent, comme moyennement pauvre. L'aliment de base est le maïs blanc.

Les envois de fonds de l'étranger jouent un rôle mineur (figure 19), mais le FMI considère la Zambie comme très vulnérable à la crise économique en raison de plusieurs facteurs interdépendants: la forte baisse des cours du principal produit d'exportation, le cuivre; la dévaluation de la monnaie nationale, le kwacha; la réduction de l'investissement étranger direct; l'inflation forte et soutenue des prix alimentaires et la baisse du tourisme.

Impact au niveau macroéconomique

Pour atteindre les OMD d'ici à 2015, la Zambie doit réaliser un taux de croissance économique soutenu d'environ 7 pour cent, mais par suite de la crise économique mondiale, les prévisions de croissance ont été révisées à la baisse, revenant de 6 à 4 pour cent pour 2009. Par ailleurs, les IED sont tombés de 1 323,9 millions d'USD en 2007 à 938,6 millions en 2008 (soit une chute de 29 pour cent). Le portefeuille de placements étrangers (placements de personnes physiques ou morales dans des obligations et des actions par opposition aux investissements dans des usines, des mines, des terrains) a enregistré des sorties de 6,1 millions d'USD en 2008 contre des entrées de 41,8 millions d'USD en 2007. Ces tendances devraient se poursuivre en 2009.

Fortement tributaire de l'industrie extractive, notamment du cuivre, la Zambie est particulièrement vulnérable à la crise économique. Le secteur minier représentait environ 8 pour cent du PIB en 2008, mais 74 pour cent des recettes totales d'exportation. Le ralentissement prévu de la croissance économique, conjugué à l'incertitude politique ainsi qu'à la baisse des cours mondiaux du cuivre, a fait perdre au kwacha le tiers de sa valeur par rapport au dollar des États-Unis entre mars 2008 et mars 2009.

L'inflation, en particulier celle des prix alimentaires, est en augmentation en Zambie. En avril 2009, le taux d'inflation générale était de 14,3 pour cent contre 10,1 pour cent en avril 2008 et 13,1 pour cent en mars 2009. L'inflation des prix alimentaires a subi une forte hausse atteignant 15,9 pour cent en avril 2009 contre 10,1 pour cent en avril

2008 et 13,9 pour cent en mars 2009. Bien que cette inflation ait été déjà forte, la hausse du prix du maïs, principale source d'énergie alimentaire pour les pauvres, a été encore plus élevée. Les chiffres fournis par la base de données du SMIAR de la FAO montre qu'en 2008 les prix du maïs blanc avaient dépassé de 24 pour cent en valeur réelle leur niveau de 2007.

Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance

La province de la Copperbelt: le secteur minier

Selon les estimations, les mines de la Province de la Copperbelt fournissaient 30 000 emplois directs en 2008. Quelque 8 000 personnes ont déjà été mises à pied, et il était prévu que les suppressions d'emplois passeraient à 10 000 en juin 2009. Globalement, il s'agit là d'une sous-estimation, car le chiffre indiqué ne tient pas compte des pertes d'emplois des sous-traitants, fournisseurs et prestataires de services des sociétés minières. Les villes de la Province de la Copperbelt sont essentiellement construites en fonction des besoins de ces sociétés, et la majeure partie des emplois est liée directement ou indirectement au secteur minier.

Jusqu'au milieu de 2008, les emplois du secteur minier étaient considérés comme les plus sûrs et les plus rémunérateurs, non seulement parce que les salaires y étaient relativement plus élevés, mais aussi du fait des diverses prestations sociales qui s'y ajoutaient: indemnité de licenciement, soins médicaux gratuits, allocation d'études, logement et nourriture. En raison de la sécurité d'emploi attribuée à ce secteur, nombreux étaient ceux qui s'endettaient auprès des banques commerciales, lesquelles à leur tour accordaient volontiers des prêts aux mineurs. Or, quand la demande mondiale de cuivre a baissé, contraignant les sociétés minières à licencier du personnel, les banques ont aussi exigé le remboursement de leurs prêts. Dans de nombreux cas, l'indemnité de licenciement (deux mois de salaire de base par année d'ancienneté) est allée directement dans la poche des banques.

La perte des soins de santé a été difficile pour de nombreuses personnes, en particulier ceux qui suivaient un traitement aux antirétroviraux contre le VIH/SIDA, qui est un problème majeur en Zambie. Les dispensaires et hôpitaux privés créés par les sociétés minières ne fournissaient pas seulement des médicaments mais aussi l'alimentation riche en protéines indispensable. À présent, de nombreux

travailleurs licenciés dépendent du système de santé public qui n'a pas nécessairement les moyens d'absorber de nouveaux patients. Par conséquent, les équipements sanitaires publics, déjà faibles, sont soumis à une pression supplémentaire, d'où une baisse de la qualité des soins et une mauvaise couverture d'ensemble. Il s'agit là d'un problème extrêmement grave pour un pays où le taux de prévalence du VIH/SIDA est l'un des plus élevés du monde.

La plupart des mineurs licenciés continuent de vivre dans les villages miniers dans l'espoir que la situation s'améliorera bientôt et qu'ils retrouveront leur emploi. Toutefois, leurs perspectives se présentent mal, car les sociétés minières ont réagi à la baisse des cours du cuivre en remplaçant les opérations à forte intensité de main-d'œuvre par des technologies plus capitalistiques (mécanisation accrue) pour abaisser les coûts de production afin de rester compétitives dans l'environnement économique actuel. Certains travailleurs qui ont perdu leur emploi veulent se mettre à l'agriculture mais ils se trouvent mal préparés et mal équipés, ne possédant ni les compétences voulues ni les ressources nécessaires pour l'achat de terres et d'intrants.

Les ménages de la Province de la Copperbelt recourent à plusieurs mécanismes d'adaptation pour faire face au ralentissement de l'économie. Dans les villes, ils retirent leurs enfants de l'enseignement privé pour les mettre à l'école publique et s'adressent davantage au système de soins médicaux du secteur public. Certains ménages ont réduit le nombre des repas qu'ils prennent ou consomment des aliments moins nutritifs mais moins chers. En milieu rural, les ventes de charbon de bois et de bétail ont augmenté.

Du fait que la Province de la Copperbelt était l'une des provinces les plus prospères du pays, peu d'institutions des Nations Unies ou autres organismes internationaux y sont présents pour fournir une assistance humanitaire. Le PAM est actuellement absent de la région, mais en raison des vulnérabilités actuelles ou naissantes sa présence sera peut-être nécessaire.

Province du Sud: le secteur touristique

Dans le district de Livingstone, capitale de la Province du Sud, le tourisme est le principal moyen de subsistance. Cette région possède un certain nombre d'atouts touristiques, notamment les Chutes Victoria, des parcs nationaux, des musées, des sports aquatiques et des réserves de faune. La plupart des habitants travaillent soit directement pour les prestataires de services touristiques (hôtellerie) soit indirectement comme fournisseurs, transporteurs et vendeurs d'articles artisanaux.

La baisse du tourisme international provoquée par la crise économique, conjuguée aux fortes crues du Zambèze, a porté un coup au bien-être économique de la plupart des communautés. On estime que pas moins des trois quarts des employés de l'hôtellerie et du tourisme ont été licenciés ou travaillent moins d'heures.

L'activité était en baisse sensible au début de la haute saison touristique de 2009 (qui commence en avril). Les directeurs d'hôtels haut de gamme ne prévoient pas d'amélioration notable avant le milieu de 2010 et estimaient que le taux de remplissage ne serait que d'environ 50 pour cent au cours de la haute saison de 2009.

Les envois de fonds en provenance des Provinces de la Copperbelt et du Nord-Ouest sont une importante source de revenus pour environ 23 pour cent des ménages du district de Livingstone. Les licenciements dans l'industrie du cuivre ont toutefois entraîné une réduction à la fois du montant et de la fréquence des envois de fonds. Environ 44 pour cent des migrants sont déjà rentrés chez eux.

Les ménages touchés recourent à toute une gamme de mécanismes d'adaptation pour atténuer les effets du ralentissement de l'économie. Certains se lancent dans l'agriculture, mais la pauvreté des sols, le manque de capitaux pour l'achat d'intrants et la menace des animaux sauvages freinent le mouvement. D'autres misent sur le soutien de la famille élargie, mais cet expédient a peu de chances d'être une solution durable. Nombreux sont ceux qui ne voient pas d'autre issue que de réduire leurs dépenses en prenant moins de repas, en consommant des aliments moins nutritifs mais aussi moins chers, ou en dépensant moins pour la santé et l'éducation. Les entretiens avec des groupes témoins ont fait valoir un recours accru à des stratégies négatives telles que le vol et la prostitution.

Les communautés craignent que les choses ne s'améliorent pas avant deux ans et elles ne savent pas très bien comment elles vont survivre jusqu'au retour de jours meilleurs. Leurs principales priorités pour surmonter la crise sont l'emploi, le crédit et un meilleur accès à la nourriture.

Mesures prises

Le gouvernement n'a pas affecté de crédits spécialement au traitement de la crise, mais il a accru les dépenses en faveur de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Ces dépenses visent une série de programmes concernant notamment l'utilisation accrue des engrains en agriculture, le renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme, ainsi que l'augmentation de l'effectif des enseignants et la construction de nouvelles écoles.